

AZAZGA

Autopsie du développement local

Quel critère peut-on considérer pour apprécier le développement local, les réalisations antérieures et les sommes colossales injectées, les retards enregistrés imputables à la crise économique et au terrorisme ou les besoins croissants et légitimes de la population ? C'est l'équation que tentent de résoudre les autorités de la wilaya à travers les visites d'inspection et séances de travail effectuées jusqu'à présent dans les huit daïras sur 21 de la wilaya.

En dépit de toute la bonne volonté que l'on peut avoir, l'équilibre entre ces différents paramètres est difficile à réaliser face aux approches et démarches opposées. Les nombreuses et anciennes réalisations mises au service des citoyens, les projets en cours de réalisation et ceux inscrits ainsi que les sommes astronomiques caractérisant les efforts de la collectivité, incontestables arguments des autorités locales, ne peuvent pas évacuer les retards de la décennie sanglante du terrorisme précédée par celle du désinvestissement. Il convient également de signaler la part de frein, aux efforts de l'Etat, provenant des citoyens qui s'opposent au passage des canalisations d'eau, d'assainissement, de gaz, à l'ouverture des routes et pistes, à la réalisation des infrastructures scolaires ou autres sur leurs terrains.

Quelques exemples récents suffisent à illustrer les retards occasionnés par les oppositions auxquelles se heurtent les projets d'utilité publique souhaités par tous pourvu que l'implantation ne se fasse pas chez soi. Le lycée de Boghni lancé le 28 décembre 2004 a été retardé durant 4 ans par plusieurs propriétaires de dix terrains choisis pour son implantation. Pendant ce temps, l'ancien lycée Zamoum croulait sous le poids de deux mille élèves regroupés à 59 par classe. Par ailleurs, les autorités ont été contraintes, à plusieurs reprises, de vider le barrage de Taksebt faute de pouvoir déplacer un poteau électrique immergé vers un terrain voisin où il n'était question de prendre qu'un seul mètre carré. Le port de pêche et de plaisance de Tizirt enregistre des retards importants dus aux trois changements de carrières imposés par les riverains. On se plaint partout et à juste titre de l'envahissement des ordures ménagères, pourtant les décharges publiques, réclamées à cor et à cri par tous, trouvent rarement les assiettes d'implantation, il y va de même pour les stations ou relais des télécommunications... Il y a un paradoxe entre la très forte aspiration générale au développement économique et au progrès et ce refus intransigeant des particuliers, souvent sans raison valable, à accueillir le moindre projet sur leurs propres terres.

Ces phénomènes, qui s'expliquent parfois par les tracés et les choix arbitraires aux relents de règlements de comptes par les lenteurs de l'indemnisation ou la sous-évaluation de celle-ci, ont des effets dissuasifs sur l'inscription de projets de développement des communes. De ce point de vue, la collaboration des comités de villages et des citoyens en général avec les autorités s'avère indispensable, s'impose, au même titre, l'équité en matière de choix de

terrains et de tracés ainsi que la célérité et une juste évaluation des indemnisations.

En tout état de cause, et quelle que soit l'importance des réalisations et des coûts faramineux investis, les retards accumulés au cours des deux décennies écoulées sont si vastes qu'ils nécessitent des efforts matériels et financiers soutenus durant ces années, des choix judicieux, adaptés à chaque cas, en matière de stratégie, une gestion efficace et transparente impliquant une large participation citoyenne. Les interventions sans complaisance des comités de villages au cours des séances de travail organisées jusque-là sont un signe encourageant qui mérite d'être affiné et systématisé à chaque phase décisive de la vie des collectivités locales de la région. L'adhésion des citoyens à l'action des pouvoirs publics, voire leur contribution matérielle et financière comme c'est souvent le cas en Kabylie est à ce prix et ce n'est pas du tout cher payé au vu de la volonté des villageois à mener à terme les tâches qui leur tiennent à cœur. Le village de Moknéa dans la commune d'Igha vient de donner un exemple parmi d'autres en prenant en charge son propre réseau d'alimentation en eau potable pour un coût de 5 milliards et une subvention de l'Etat de 260 millions de centimes selon l'administration de la commune.

Avec des exemples de ce genre, qu'il ne faut pas ériger en règle obligatoire mais susciter et encourager, les besoins innombrables formulés par les APC et les comités de villages au cours de la séance de travail qui s'est déroulée durant toute la journée de mercredi 12 janvier dans un lycée d'Azazga pourraient être satisfaits dans une très large proportion et en un temps record. Malgré les disparités qui distinguent les communes d'Azazga, de Fréha, et d'Igha de celles de Yakouren et surtout de Zekri, la plus désertifiée et la plus oubliée de toutes, la nature des demandes est peu dissemblable. Il s'agit pour l'essentiel de la réalisation et de la mise en service des chaînes d'alimentation en eau potable, de la réhabilitation des réseaux de distribution, de l'extension des réseaux d'AEP, d'assainissement, d'électrification et de gaz naturel, des travaux de revêtement et de l'entretien des routes avec la réalisation de quelques ouvrages d'art, de la pollution des puits et nappes d'eau et des accotements routiers par les ordures ménagères, et les eaux usées, du chômage croissant notamment parmi les jeunes livrés à l'oisiveté et aux maux sociaux envahissants, des infrastructures sanitaires sportives et culturelles, du ramassage scolaire et du chauffage des établissements et des cantines... Outre ces problèmes communs aux cinq communes de la



daïra, il y a lieu de noter quelques spécificités suivantes : l'APC de Azazga, appuyée par les comités de villages, demande un nouveau siège communal, une salle omnisports, une salle de cinéma, un CFPA, trois stades pour les villages importants de la commune en plus de celui du chef-lieu lancé la veille par le wali, un scanner pour l'hôpital et un service ophtalmologique et le désendettement de 18 milliards provenant des expropriations, l'évitement de la ville où la circulation devient difficile. L'arrivée récente du gaz naturel s'est faite dans le soulagement et la joie pour ceux qui en ont bénéficié et dans la grogne des quartiers omis selon le maire qui demande l'extension du gaz y compris aux villages importants de la commune pour lutter contre la déforestation.

Le maire de Yakouren demande l'augmentation des PCD et l'aide nécessaire à sa commune en vue de surmonter les besoins en infrastructures de base, ce, afin de s'attaquer à d'autres questions telles que l'aménagement, l'environnement, la préservation des forêts, l'extension de l'ovoidé qui est désormais, au centre-ville, l'alimentation de la ville en gaz naturel avec si nécessaire, la participation de citoyens, l'hôtel Afrique Suisse, ex-centre de colonie de vacances de Sonatrach, nécessite une réhabilitation, après les dégradations dont il a fait l'objet au cours des derniers événements vécus par la région, et une nouvelle affectation...

A Fréha la première préoccupation de l'administrateur et des autres intervenants semble être la sécurité, les vols et les bagarres qui seraient fréquents et graves, le bureau de poste local fonctionne "à guichet fermé", depuis le hold-up de juin 2004... Une sûreté urbaine, sollicitée par tout le monde, sera installée prochainement, annonce le wali. La mise en service de la chaîne d'AEP est vivement souhaitée pour soulager le calvaire des 12 000 habitants qui manquent d'eau même en hiver, idem pour la station d'épuration, la décharge publique et l'évitement de

la ville... En rappelant les préoccupations des citoyens de sa commune, l'administrateur de Zekri formule six demandes de réalisation ou de réfection de réseaux d'AEP estimées à 15 600,00 DA, 4 autres d'assainissement évaluées à 5.400.000,00 DA et 8 aménagements réfection et revêtements de routes et pistes pour un coût de 50 174 000,00 DA. Outre, son enclavement entre les communes d'Azeffoun, d'Aït Chaffa, d'Adek et de Yakouren, Zekri a la particularité d'être une région forestière infestée de terroristes, 14 villages sont désertés par les habitants vers soit Alger, soit le chef-lieu de la commune où 34 familles ont squatté des logements sociaux, abandonnant tous leurs biens plutôt que de céder aux pressions des sanguinaires du GSPC.

Apparemment disposés à regagner leurs villages, ces habitants demandent qu'on leur garantisse de bonnes conditions de sécurité et de réinsertion. L'insécurité n'est plus ce qu'elle était il y a quelques années, rétorque le wali qui se dit prêt à contribuer à la réinsertion dans la dignité de tous ceux qui voudraient regagner leur foyer.

Comme de coutume, les interventions des citoyens, plus de 40, ont complété et parfois contredit celles des responsables locaux sans influencer négativement sur le climat serein des débats. Les directeurs de l'exécutif ont, de leur côté, joué sans jeu de mot, le rôle de la partie civile en présentant les arguments des pouvoirs publics constitués de sommes pharamineuses allouées à la réalisation de très nombreux projets. 228 opérations entre plans sectoriels et plans communaux de développement restaient à réaliser, au niveau de la daïra, à la date du 1^{er} janvier 2004 pour une somme de 122 milliards de centimes, souligne le directeur de la planification donnant par ailleurs les détails par plan et par commune et ce, non compris les programmes de logements.

Le directeur de l'hydraulique rassurera l'assistance sur la mise en

service prochaine de la chaîne d'alimentation en eau potable de Fréha en février ou mars prochain, il annonce le feu vert pour la première tranche de transfert d'eau de Taksebt sur Fréha, la remise en état de l'AEP de Zekri, l'inscription probable de la station d'épuration d'Azazga et une somme de 35 milliards pour l'assainissement de la même ville ainsi que la réalisation en cours de la nouvelle chaîne d'AEP...

Le directeur de l'industrie et des mines estime à 30 milliards de centimes les sommes investies dans l'électrification en 2004 et à 12 milliards de centimes l'investissement injecté dans le secteur du gaz où le taux de pénétration est passé de 30 % en 2003 à 65 % à la fin 2004. Il annonce la programmation en gaz naturel de 10 villages pour l'année 2005.

Les autres membres de l'exécutif feront également part des efforts consentis dans leurs secteurs respectifs avant la conclusion du wali qui estime à 120 milliards de centimes les sommes allouées au secteur de l'énergie, 90 milliards au gaz et 30 milliards à l'électrification, les localités de Larbaâ Nath Irathen, de Aïn El-Hammam et de Beni Douala sont programmées pour cette année 2005, annoncera-t-il. Par ailleurs, en répondant aux diverses questions évoquées, les ministères de l'Intérieur et de la Solidarité nationale ainsi que le budget de wilaya font de gros efforts pour doter les APC de matériel de nettoyage et de véhicules pour le ramassage scolaire en cours de livraison, devait-il conclure, annonçant enfin l'arrivée de 700 appareils de chauffage pour les écoles.

Rappelons qu'à l'occasion de cette tournée, le wali a procédé au lancement des travaux d'un lycée 800 à Yakouren et à l'inauguration d'un service d'hémodialyse de 7 générateurs à l'hôpital de 240 lits d'Azazga lequel établissement a été entièrement réhabilité et rééquipé selon le directeur de la santé.

B. T.